

"Le meilleur des mondes: une Europe sans frontières" dans The Guardian (27 mars 1995)

Légende: Le 27 mars 1995, le quotidien britannique The Guardian commente l'entrée en vigueur, la veille dans la République fédérale d'Allemagne (RFA), en Belgique, en Espagne, en France, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal de la convention de Schengen du 19 juin 1990.

Source: The Guardian. 27.03.1995. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "The brave new world of a Europe without frontiers", auteur:Bellos, Alex; Carvel, John; Traynor, Ian , p. 20.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_meilleur_des_mondes_une_europe_sans_frontieres_dans_the_guardian_27_mars_1995-fr-7370abdb-d673-4de9-9da8-538b7of9e01b.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Le meilleur des mondes: une Europe sans frontières

Le contrôle des passeports est aboli dans sept États à mesure que l'intégration se réalise dans l'«espace Schengen»

Alex Bellos et John Carvel

Les voyageurs britanniques se rendant dans l'espace Schengen constateront peu de différences dans leurs déplacements. Les vacanciers qui emprunteront les autoroutes entre les sept pays signataires de la convention de Schengen n'auront pas besoin de présenter leur passeport, mais la mise en place de la zone de libre circulation apporte peu de changements à la plupart des points de passage des frontières terrestres où le contrôle de l'immigration est devenu sporadique ces dernières années.

La toute récente mesure d'intégration européenne a été appliquée sans problème dans les aéroports des sept États membres de l'Union européenne, où le contrôle des passeports a été aboli sur les vols entre la France, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Espagne et le Portugal.

Cependant, ce changement ne signifie pas que n'importe qui peut se déplacer sans passeport sur le continent. Dans chaque pays de la zone Schengen, la police peut demander aux personnes de prouver leur identité avec une carte d'identité – dont les Britanniques ne disposent pas – ou avec un passeport.

Seule la Grande-Bretagne est opposée au principe de la suppression des contrôles aux frontières. L'Italie et la Grèce sont membres de l'espace Schengen et aboliront les contrôles aux frontières intérieures lorsque leurs frontières extérieures seront sécurisées. L'Autriche deviendra membre le mois prochain. Le Danemark, la Suède et la Finlande sont prêts à adhérer s'ils peuvent maintenir ouvertes leurs frontières avec la Norvège et l'Islande. L'Irlande ne voit en principe aucune objection, mais ne souhaite pas perturber la zone de circulation commune avec la Grande-Bretagne.

Certains observateurs redoutent une augmentation des contrôles d'identité aléatoires, qui seraient plus ennuyeux que l'obligation de présenter son passeport à la frontière.

D'autre part, de nouvelles procédures seront probablement introduites aux frontières extérieures de l'espace Schengen, où la sécurité est actuellement renforcée, et cela pourrait concerner les voyageurs britanniques. Au terminal du ferry à Calais, par exemple, il pourrait y avoir à l'avenir plus de contrôles des passeports – actuellement sporadiques ou inexistantes – ce qui entraînerait des retards.

Dans le village paisible de Schengen, à l'extrémité sud-ouest du Luxembourg, où le plan a été adopté en 1985, un poste de douane abandonné au bout du pont menant en Allemagne et en France n'est plus qu'un témoin poussiéreux de l'ancien découpage en nations.

Hier, à Schengen, les membres du Parlement européen venus célébrer l'abolition des contrôles étaient moins nombreux que les automobilistes allemands et français faisant, comme d'habitude, un saut au-delà de la frontière pour se ravitailler en essence luxembourgeoise bon marché ainsi qu'en alcool et en cigarettes moins taxés.

Des files risquent également de se former dans les ports et les aéroports, le temps que la police aux frontières accède au réseau informatique compliqué de Schengen, qui est installé dans un bunker anti-bombes à Strasbourg et comporte déjà deux millions de fichiers sur des personnes, des voitures volées et des cartes d'identité falsifiées.

* * *

C'est un pays, un prodige et un fléau, écrit Ian Traynor depuis Suben, à la frontière entre l'Allemagne et l'Autriche

Il est pratiquement impossible de situer Schengen sur une carte de l'Europe, plus difficile encore que de trouver Maastricht. Mais pour les garde-frontières, les hommes politiques et les représentants officiels qui ont commencé hier à réaliser ce meilleur des mondes qu'est une Europe sans frontières, Schengen est plus qu'un village au Luxembourg.

C'est un pays. «À l'intérieur de l'espace Schengen, vous pouvez voyager sans être contrôlé d'ici jusqu'au Portugal», explique Josef Heisl, responsable de la police allemande sur ce tronçon de la frontière avec l'Autriche.

C'est un prodige. «Une étape majeure sur la voie vers une Europe unie», déclare Manfred Kanther, ministre de l'Intérieur allemand.

Mais pour Tomasz, un étudiant hongrois se rendant en voiture à Cologne, c'est un fléau.

«Les Allemands sont toujours les mêmes: si vous avez une belle voiture, ils sont persuadés qu'elle a été volée. Et maintenant, ils ont ce nouveau système de traçabilité», explique-t-il tandis que le policier bavarois lui demande de garer son Opel Calibra sur le bas-côté pendant que ses renseignements personnels sont saisis dans l'Euro-ordinateur.

Une heure plus tôt, les données concernant un autre voyageur avaient été chargées sur le réseau. La réponse plutôt inhabituelle précisait que les autorités françaises avaient des doutes sur le permis de séjour de cette personne.

«Il n'y avait pas de mandat d'arrêt à son encontre», explique M. Heisl. «Nous l'avons laissé partir. Mais nous avons pris note des renseignements le concernant et de son adresse, et nous les avons communiqués aux Français.»

Plus au nord, à la frontière germano-polonaise, une Polonaise qui tentait d'entrer en Allemagne a été menottée et emmenée lorsque l'ordinateur a craché l'information selon laquelle elle était sur la liste des personnes recherchées par la France.

Pour les citoyens des sept pays signataires de l'accord de Schengen, la majeure partie de l'Europe de l'Ouest continentale est désormais entièrement exempte de tracasseries pour les voyageurs. Le corollaire est naturellement que les frontières extérieures de l'espace Schengen deviennent de plus en plus hermétiques.

C'est ce qui est apparu clairement hier, à Suben sur le Danube. Il n'y avait pas de doute sur les personnes auxquelles s'intéressaient les gardes-frontières de M. Heisl. L'Autriche ne fait pas encore partie de l'espace Schengen, mais les Autrichiens pouvaient passer d'un côté à l'autre sans contrôle. Toute voiture provenant d'Europe de l'Est devait se garer sur le bas-côté.

Pour sa part, le gouvernement polonais a réagi avec dédain aux avances des bénéficiaires de Schengen. Bonn avait demandé à Varsovie de prévoir une file rapide pour les ressortissants de l'UE. Les Polonais ont dit non.

La Grande-Bretagne s'inquiète moins de cette perspective, ayant refusé de rejoindre Schengen, par crainte des personnes indésirables.

L'Europe sans frontières aurait dû voir le jour il y a deux ans en vertu de l'Acte unique européen qui prévoyait la libre circulation «des biens, des services, des personnes et des capitaux». Lors des négociations, Margaret Thatcher a donné son accord à la libre circulation des biens, des services et des capitaux, mais a refusé la libre circulation des personnes.

Des ratés dans le système informatique, des problèmes juridiques et la crainte des criminels, des immigrants illégaux, des drogues, du plutonium et des voitures volées ont également retardé Schengen. Mais de nouveaux pouvoirs policiers sont actuellement mis au point pour combattre ces risques, mettant en alerte les défenseurs des libertés civiles.

En vertu de différents accords bilatéraux, les forces de police nationales peuvent passer la frontière et, dans certains cas, procéder à des arrestations dans un autre pays.

M. Heisl est tout à fait favorable à ce système. «Nous devrions introduire ces pouvoirs partout. C'est maintenant que nous devons le faire. Politiquement, nous n'aurons peut-être pas de seconde chance. Les criminels ont maintenant le champ libre à l'intérieur de l'espace Schengen.»